

2023121 Le Monde

https://www.lemonde.fr/societe/article/2023/12/21/loi-immigration-la-cgt-appelle-a-la-desobeissance-civile-et-une-intersyndicale-demande-a-emmanuel-macron-de-ne-pas-la-promulguer_6207139_3224.html

Loi « immigration » : la CGT appelle à la « désobéissance civile »

Par ailleurs, dans une tribune, des artistes et des personnalités de gauche ont appelé Emmanuel Macron à ne pas promulguer le texte qui ouvre, selon eux, « la voie au pire ».

Le Monde avec AFP

Les contestations contre la loi « immigration » se poursuivent jeudi 21 décembre, après l'adoption définitive du texte par les parlementaires, mardi soir. La secrétaire générale de la CGT, Sophie Binet, a ainsi appelé à la « *désobéissance civile* », et une intersyndicale de personnalités de gauche et des artistes ont demandé à Emmanuel Macron de ne pas la promulguer.

« La CGT appelle à la désobéissance civile et à la multiplication d'actions de résistance contre cette loi » qui *« remet en cause en profondeur tous nos principes républicains »* et *« déroule le tapis rouge à l'extrême droite »*, a déclaré Sophie Binet au [micro de RMC](#).

En discussion avec d'autres organisations syndicales, des associations et des personnalités, la CGT souhaite organiser dans les prochaines semaines *« des initiatives d'ampleur pour permettre à celles et ceux qui ne se reconnaissent pas dans cette France "lepénisée" de montrer leur détermination à faire respecter les valeurs de solidarité »*, a ajouté la responsable.

Lire aussi : [Loi « immigration » adoptée au Parlement, crise dans le camp présidentiel... Retrouvez les réponses à vos questions](#)

Le durcissement des conditions de versement refusé par la gauche

Dans un [communiqué commun](#), une intersyndicale CFDT, CGT, FO, FSU, UNSA et Solidaires a condamné un texte *« discriminatoire »* qui *« remet profondément en cause les principes républicains d'égalité et de solidarité »*. *« La priorité doit être l'égalité des droits en particulier des droits sociaux, la régularisation de l'ensemble des travailleuses et travailleurs sans papiers et la solidarité avec les migrant.e.s »*, ont écrit ces organisations, demandant *« solennellement que ce texte ne soit pas promulgué »*.

La nouvelle loi instaure dans son article 19 un délai de cinq ans pour les étrangers non européens en situation régulière qui ne travaillent pas, et de trente mois pour les autres, avant d'être éligibles à des prestations comme les allocations familiales ou l'allocation personnalisée d'autonomie (APA). Cette prestation sociale est versée aux personnes âgées de 60 ans ou plus en situation de perte d'autonomie.

Les trente-deux départements dirigés par la gauche, dont la Ville de Paris, ont annoncé mercredi qu'[ils n'appliqueront pas le durcissement des conditions de versement](#) aux étrangers de l'APA.

Lire aussi : Article réservé à nos abonnés [Loi « immigration » : la fronde des départements de gauche face à la restriction d'accès aux prestations sociales](#)

Une tribune signée par un millier de personnes

Dans une tribune publiée jeudi par [L'Humanité](#), de nombreux artistes, syndicalistes et personnalités de gauche ont aussi demandé à Emmanuel Macron de ne pas promulguer la loi. Elle est un « véritable marchepied à l'idéologie nationaliste de l'extrême droite, est une trahison de [l']engagement solennel pris devant les Français » par le président de la République de faire barrage à l'extrême droite, estiment-ils.

« Cette loi de haine et de division fait peser une lourde menace sur le sort de nos semblables, étrangers ou immigrés, donc sur la cohésion de notre société », ajoutent-ils.

Le texte a été signé par plus d'un millier de personnes, dont près de 150 personnalités publiques, parmi lesquelles le sénateur écologiste Yannick Jadot et la secrétaire nationale d'Europe Ecologie-Les Verts, Marine Tondelier, le député et secrétaire national du Parti communiste, Fabien Roussel, le chef de file de La France insoumise, Jean-Luc Mélenchon, les maires socialistes de Paris, Anne Hidalgo, et de Lille, Martine Aubry, ou le premier secrétaire du Parti socialiste, Olivier Faure.

Lire aussi le récit : Article réservé à nos abonnés [Emmanuel Macron assume la loi « immigration » et rend les coups](#)

Du côté des artistes, des intellectuels et des sportifs, la Prix Nobel de littérature Annie Ernaux, les acteurs Jean-Pierre Darroussin et Laure Calamy, l'ancien footballeur Eric Cantona ou encore les écrivaines Faïza Guène et Alice Zeniter ont signé, ainsi que des syndicalistes comme la secrétaire générale de la CGT, Sophie Binet.

Le Monde avec AFP